



# Rapport d'activités 2013

synthèse

## Centre de ressources Ville caraïbe

Centre de ressources Ville Caraïbe

BP 7222- 97277 Schœlcher cedex

36 BD A. Cabral. 97200 FDF

Tél/fax : 0596 686452/ 0596 589628

Président : Justin DANIEL

Directeur : Mathieu PETIT

[mathieu.petit@villecaraibe.com](mailto:mathieu.petit@villecaraibe.com)

GSM : 0696 296793



## SOMMAIRE

### Rapport d'activités 2013

#### Sommaire électronique

1. Quelques mots sur 2013 .....	8
2. Quelques chiffres en 2013 .....	16
3. Programme d'actions réalisées en 2013 .....	
4. Les activités permanentes du Centre de ressources Ville caraïbe .....	
5. Bilan et Observations pour l'Année 2013.....	21
6. Perspectives 2014.....	23
7. Contexte et Stratégie Ville caraïbe sur 3 ans .....	



## 1. Présentation du Centre de ressources Ville caraïbe

### L'Historique

Le Centre de ressources Politique de la ville en Martinique est issu d'un long processus marqué par deux étapes principales. En premier lieu, la mobilisation de l'Association Martiniquaise pour le Développement Social Urbain a fédéré un certain nombre d'acteurs qui ont contribué à sa création à partir des modèles existants dans l'Hexagone. Ensuite, **la rencontre entre les besoins de la Communauté d'agglomération du Centre de Martinique regroupant différents territoires dont**

**certains, dans le champ de la Politique de la ville et les attentes de l'Etat (CGET : ex SGCIV local et national) qui ont favorisé une large adhésion au projet.**

Il convient d'ajouter que le Centre de ressources Politique de la ville de Guyane, le Chef de bureau de la Cellule Politique de la ville de l'ancienne DDE, ont eu également un rôle d'appui essentiel au démarrage du projet.

Le Centre de ressources a sept années d'existence et a pour objectif de proposer des lieux d'échanges sur les

pratiques, de l'appui technique, de l'aide à l'ingénierie de projet, de la capitalisation d'expériences, et plus largement, l'animation et la qualification du réseau des acteurs de la politique de la ville et du développement social urbain de Martinique.

Il fait partie du réseau de 18 centre de ressources qui ont notamment en commun un cadre de référence avec l'Etat (CGET) qui sera bientôt révisé dans le cadre de la réforme de la politique de la ville (pour 2015).

### Quelques dates

Date de création : 6 mars 2007

Recrutement du Directeur octobre 2007

Ouverture des locaux : 1<sup>er</sup> décembre 2007

Assemblée Générale : 29/01/2008 élection du Bureau.

Conseil d'administration/ Assemblée générale trimestrielle.

Renouvellement des Collèges de membres du Conseil d'administration en 2011

Réélection du Bureau en 2011 et du Président

Recrutement de l'assistante chargée de mission le 18 avril 2013

Recrutement du Chargé de mission le 13 janvier 2014

## Le Statut

Le Centre de ressources Ville caraïbe est une association administrée par un Conseil d'administration composée de 3 collèges qui regroupent les professionnels de la Politique de la ville et les utilisateurs, les personnes qualifiées et les financeurs. Il se réunit tous les 3 mois en moyenne.

**Le Président du Centre de ressources, Justin DANIEL a été réélu en Mai 2011.**

Il est Professeur de Science Politique à la faculté de droit et d'économie de la Martinique, Université des Antilles et de la Guyane. Par ailleurs, les autres membres du bureau sont des chefs de projets de collectivités, des chargés de mission des

services de l'Etat, organismes et des responsables associatifs dans le Développement social urbain.

Le Bureau se réunit en moyenne une fois tous les 2 mois.

Les autres membres du bureau sont :

▪ **Président honoraire, Antoine DORIVAL** ("Ancien" de la politique de la ville)

▪ **Vice-Présidente : Marièle IPHAINE** (Directrice du GIP-DSU et du Contrat urbain de cohésion sociale de la Mairie du Lamentin)

▪ **Trésorier : Anicet SOQUET** (Représentant d'une Association de médiation et ESS)

▪ **Trésorière adjointe : Sandra BLACODON**

**MITRAIL** (Chef de projet Politique de la ville Ducos)

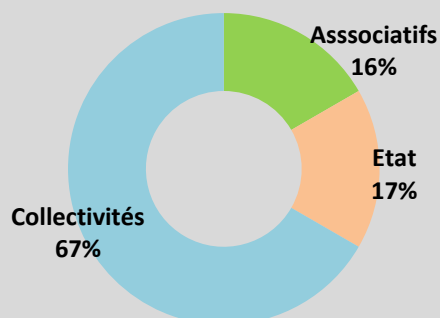
▪ **Secrétaire : Bruno CARRER** (Directeur du GIP : "Grand Projet de Ville de Fort de France")

▪ **Secrétaire adjointe : Elodie FIOLE** (Chargée de mission auprès du délégué territorial adjoint de l'ACSE)

Le Conseil d'administration est composé d'acteurs incontournables de la Politique de la ville, de personnes ressources, de chefs de projets, d'Institutions et de financeurs.

Il se réunit en moyenne tous les 4 mois.

Répartition des membres du Bureau par Institutions



## LES MEMBRES DES COLLEGES (CONSEIL D'ADMINISTRATION-ASSEMBLEE GENERALE)

Collège N°1	Collège N°2	Collège N°3										
<p><b>Professionnels et acteurs de terrains de la politique de la ville et de la rénovation urbaine</b></p> <p><b>a) des Chefs de projets en exercice :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-La Directrice du GIP-DSU (CUCS Lamentin) Marielle IPHAINE</li> <li>-Le Directeur du GIP-GPV de FDF Bruno CARRER</li> <li>-La Directrice du CUCS de FDF Sylvie MERLIN</li> <li>-La Référente Emploi, insertion, prévention CAESM Mme SONGNE –PETRICIEN</li> <li>-Le Référent Politique de la ville, Dévt éco, CCNM Mr Dominique DESTIN</li> <li>- 2 Chefs de projets CLS/CLSPD/ Prévention de la Délinquance</li> <li>-Mr QUION QUION (St Joseph)</li> <li>-Mme BLACODON (Ducos)</li> </ul>	<p><b>Personnes ressources</b></p> <p><b>a) 2 personnes choisies pour leur intérêt pour la politique de la ville :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Anicet SOQUET (Médiation, économie sociale et solidaire) Représentant de FACE (Emploi et insertion)</li> </ul> <p><b>b) 1 personne issue de l'enseignement supérieur</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Justin DANIEL, Professeur de Science Politique (UAG)</li> </ul> <p><b>c) 5 personnes relevant des services de l'Etat ou d'organismes ayant un rôle dans la politique de la ville</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Directeur de la CAF</li> <li>Chargée Politique de la ville (DJSCS)</li> <li>Chargée Politique de la ville (DAC)</li> <li>Représentants Bailleurs sociaux</li> <li>Le Chargé de Mission Politique de la Ville du Rectorat</li> </ul>	<p><b>Financiers</b></p> <p><b>Le Préfet ou son représentant</b></p> <p><b>Le Président de la CACEM</b></p> <p><b>Le Directeur territorial de la Caisse des Dépôts</b></p> <p><b>Le Directeur territorial du CNFPT</b></p> <p><b>Le Directeur de la SIMAR</b></p>										
<p><b>b) des membres de droit</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le Délégué territorial à l'ANRU</li> <li>- le Délégué territorial adjoint à l'ACSE</li> <li>- le Chef de service Politique de la ville de la CACEM</li> <li>- les 2 Délégués du Préfet</li> </ul> <p><b>c) 2 représentants d'associations partenaires des projets politique de la ville</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Association CAID (Bruno SOREL)</li> <li>AADPAS (Mme CEBAREK)</li> </ul>	<p><b>Répartition des Collèges</b></p> <table border="1"> <caption>Répartition des Collèges</caption> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Collectivités</td> <td>41%</td> </tr> <tr> <td>Etat</td> <td>32%</td> </tr> <tr> <td>Associatif</td> <td>18%</td> </tr> <tr> <td>Organismes publics</td> <td>9%</td> </tr> </tbody> </table>		Catégorie	Pourcentage	Collectivités	41%	Etat	32%	Associatif	18%	Organismes publics	9%
Catégorie	Pourcentage											
Collectivités	41%											
Etat	32%											
Associatif	18%											
Organismes publics	9%											

## Le Territoire

La Martinique est une île d'une superficie de 1128 km<sup>2</sup> (35km de large et 70 de long), région mono départementale (et future collectivité territoriale de Martinique), qui connaît une évolution démographique avec une croissance des moins de 20 ans (34% de la population) et parallèlement une croissance des plus de 60 ans. Au 1er janvier 2008, la population martiniquaise est estimée à 403 000 habitants<sup>1</sup>. La Martinique est un territoire qui contient des poches de pauvreté et dont la situation sociale reste préoccupante (désœuvrement, manque de perspectives pour les jeunes, chômage, difficultés d'emploi des seniors, problématique du vieillissement et de l'isolement, ...)

Le Centre urbain de la Martinique regroupe notamment les 2 communes les plus peuplées avec la capitale administrative et économique, Fort de France et le Lamentin qui apparaissent comme des pôles attractifs. Par ailleurs, des Communes du Sud et du Nord Atlantique sont de plus en plus importantes en nombre d'habitants et connaissent progressivement des problématiques urbaines ou péri-urbaines, connexes avec le Centre.

Il y avait 14 Contrats de ville de 1ère génération. Après, un recentrage opéré par l'Etat, à partir de 2001 puis en 2007, à l'issue de la négociation avec les communes, il existe 2 CUCS en Martinique (Lamentin et Fort de France) qui représentent en tout 24 sites inscrits dont 6, en Zones Urbaines Sensibles. Il

<sup>1</sup> Insee, janvier 2008

<sup>2</sup> Qui parfois selon les quartiers (iris) et communes ont des indicateurs très proches de ceux des quartiers pris en charge par la politique de la ville ayant des caractéristiques multiples de précarité.

convient de signaler également 1 projet ANRU qui est en train d'arriver à son terme et une convention PNRQAD Programme National de Renovation des Quartiers Anciens Dégradés à Fort-de-France dit « Porte caraïbe » ainsi qu'une Zone Franche Urbaine (Dillon extension du port et centre en bord de mer. Il existe des territoires en ZRDU et un Projet de Réussite Educative au Lamentin et à Fort de France.

Les autres territoires de la Martinique<sup>2</sup> s'appuient sur les autres dispositifs de la politique de la ville dans les domaines de l'insertion (Missions locales, PLIE, etc..), de la prévention de la délinquance (CLS, CLSPD, FIPD, OVVV, adultes relais, etc..) et de la réussite éducative (CLAS, école ouverte, etc..) des dispositifs de droit commun concernant l'aménagement urbain (RHI, etc..) et les autres thématiques connexes de la politique de la ville. Il existe maintenant 3 communautés d'agglomération (CAESM, CACEM, CAP NORD) avec notamment comme compétence obligatoire la politique de la ville.

Les 28 sites inscrits dans les périmètres CUCS du Centre, sont caractérisés, soit par de l'habitat spontané qui a pu évoluer mais qui recèle des îlots dégradés, soit par des ensembles HLM et des formes d'habitat mixte qui nécessitent une gestion de proximité concertée et parfois des réhabilitations.

La problématique du logement reste l'une des difficultés majeures avec 80 % de la population susceptible d'accéder au logement social et une construction en deçà des besoins, de même que l'emploi, notamment dans les ZUS où le chômage dépasse les 40%.

Des problématiques aggravantes existent

également telles que : l'illettrisme, la monoparentalité, les maternités précoces, la violence et la délinquance en lien avec l'économie parallèle.

De plus, les problématiques de l'intégration se retrouvent notamment dans les quartiers prioritaires.

A la veille d'un redécoupage des quartiers prioritaires dans le cadre de la réforme de la Politique de la ville et de son application locale, ces quartiers disposent de ressources autant humaines que naturelles (dynamisme économique, culturel, religieux, sportif, diversité de la vie associative, interconnaissance, des communautés,..), mais recèlent aussi de véritables atouts au point de vue géographique topographique, paysager et architectural. L'une des problématiques pour la Politique de la ville est de susciter, de s'appuyer sur ces énergies pour permettre de faire émerger collectivement des priorités en termes de besoins, de mobilisation de toutes les interventions publiques, de projets impactant pour la rénovation sociale et urbaine de ces quartiers et de ses habitants. Il reste également, un large champ à réinvestir au niveau de la proximité (chefs de projet, animation, implication des habitants, stratégie « ascendante », ingénierie et gouvernance à hauteur des enjeux...).

Par ailleurs, la Martinique se caractérise par de réels enjeux sur le plan identitaire et culturel, et en matière de développement durable et d'écoconstruction, car elle reste un site de biodiversité remarquable et est exposée à de nombreux risques naturels, notamment dans les quartiers dit d'habitat spontané...

## Les Actions

Le Centre de ressources Ville caraïbe propose, depuis sa mise en place, des activités « ressources » en adéquation avec la programmation prévisionnelle annuelle arrêtée par le Conseil d'administration:

1. De l'ingénierie de formation et des formations action, des cycles de qualifications, des échanges de pratiques, de la capitalisation d'expériences
2. De la mise à disposition d'expertises
3. De la formalisation, publication, de la

documentation, de la diffusion d'information

4. La mise en réseau de compétences, par thématiques, territoire, projets
5. Des rencontres entre acteurs d'Institutions différentes avec des chercheurs, de l'animation de débats publics

Par ailleurs, le Centre de ressources propose :

- De l'animation et participation à des groupes de travail et

formalisation de travaux collectifs.

### • De l'accompagnement technique spécifique :

Tels que des diagnostics territoriaux, des démarches évaluatives, de l'aide et de l'accompagnement à l'élaboration de politiques de développement local, l'appui aux projets de cohésion sociale et territoriale, en lien avec les territoires sur lesquelles les problématiques sociales et urbaines sont les plus complexes et importantes.

## Les Productions

Le Centre de ressources Ville Caraïbe publie en fonction des actualités :

- des documents de travail pour les acteurs de la politique de la ville,...
- des mailings sur la veille documentaire...
- une lettre d'information électronique : « la cohésion se construit » avec l'actualité locale et nationale de la Politique de la ville,
- une revue « Lyann Karayib » recueil d'articles de fond à partir

d'une thématique ou d'une problématique relevant de la politique de la ville.

Il publie également des dossiers thématiques, des dossiers de participants (évaluation de la politique de la ville, Observation sociale territorialisée, Acteurs de la politique de la ville, Prévention de la délinquance ...), des actes de rencontres, un annuaire, des études (Etats des lieux de la politique de la ville, de la médiation sociale,...), des formalisations de travaux collectifs, des outils

méthodologiques, des fiches d'expériences, etc....

Consécutivement à l'activité soutenue d'assistance technique du Centre, sa mission de publication s'est vue quelque peu réduite. La fin de l'année 2014 marquera un réinvestissement de cette mission.

Il anime le réseau des acteurs de la Politique de la ville et du développement social urbain par le biais d'internet et du site [www.villecaraibe.com](http://www.villecaraibe.com).

## Le Budget

Le budget annuel du Centre de ressources s'établit dans une fourchette de 120 000 euros à 150 000 euros. Il est constitué en recettes par une subvention d'exploitation du Secrétariat Général du Comité Interministériel des Villes à hauteur de 45 % (CGET, BOP 147). En 2013, le Conseil Régional a financé le

Centre de ressources à hauteur de 35 000€, la CACEM à 10000€ et la SIMAR a participé à hauteur de 2500€. Les communautés d'agglomération du sud et du nord ont contribué à hauteur de 3 000 euros chacune.

Le CNFPT cofinance des actions de formations-action des agents des collectivités locales. En dépenses, les frais de personnels constituent une

charge d'environ 50 % et les services externes 30 %.

Le budget du Centre de ressources peut être complété par des financements dédiés à des actions particulières c'est le cas cette année avec la participation de la ville de Fort de France, de la Région et de la CACEM au financement de la préfiguration du contrat de ville et par des ventes de prestations (dans la limite de 20% du Budget).

### Les Publics

Le public prioritaire du centre est composé des professionnels de la politique de la ville : chefs de projet CUCS, CLS, CLSPD, Réussite

éducative, ... chargés de mission, élus, responsables associatifs ... chefs d'entreprises...

En complément, le Centre de ressources accueille également des professionnels relevant des

thématiques traitées par la politique de la ville et plus généralement de la cohésion sociale et territoriale.

## 2. Quelques mots sur 2013

En 2013, le Centre de ressources a accompagné la mise en place de la Réforme de la Politique de la ville tout en continuant ses actions courantes de qualification en direction des acteurs. A partir de Septembre 2013, son activité a été fortement adaptée aux nécessités de l'accompagnement global de la préfiguration du contrat de ville à Fort de France.

### Concertation et Réforme

Pour répondre à la concertation nationale lancée par le Ministre à la politique de la ville, le Centre de ressources a mis en place un groupe de travail afin d'élaborer une contribution des professionnels de la Politique de la ville. Celle-ci s'appuyait notamment sur le travail d'état des lieux de la Politique de la ville en Martinique réalisé en 2012.

A la suite de cette contribution, des rencontres individuelles avec des responsables de collectivités locales, ont pu être menées pour expliciter les changements à venir et pour diffuser les prochaines orientations ministérielles et susciter des contributions des différents acteurs au local.

Un Atelier régional de concertation a par ailleurs été mis en place par le Centre de ressources en Janvier, présidé par le Préfet et le Président du Conseil régional, ce dernier étant également Rapporteur parlementaire pour la prise en compte des spécificités ultra marine de la Politique de la ville dans le cadre de la Réforme.

C'est ainsi qu'une table ronde ultramarine en présence du Ministre de la Ville et du Ministre de l'Outremer a été mise en place à Paris réunissant tous les acteurs des Outremer pour faire émerger des constats et propositions.

Le Centre de ressources dans le cadre de la réforme a été également associé à deux groupes de travail avec les services de l'Etat (au national et local): sur la géographie prioritaire et sur la gouvernance - ingénierie, nécessitant plusieurs déplacements et échanges durant l'année avec le SGCIIV et la cellule de suivi.

Le Centre de ressources a également été associé à l'organisation de la visite du Ministre et aux différentes rencontres. Par ailleurs, il y a eu une rencontre entre le Ministre et plusieurs Présidents de centre de ressources dont Ville caraïbe.

Dans ce même cadre de réforme, le centre de ressources a organisé des journées d'échanges interrégionales associant des professionnels de Martinique, Guadeloupe, Guyane et des directeurs de centre de ressources pour échanger sur les orientations de la Réforme et les conséquences pour nos territoires.



### La Préfiguration du contrat de ville de Fort de France

En juin 2013, la ville de Fort de France a été retenue comme site de préfiguration du nouveau contrat de ville pour l'Outremer parmi 12 sites nationaux. Le Centre de ressources en s'appuyant sur une démarche de portrait de quartier, déjà initiée, a donc accompagné la Ville et ses partenaires à partir de septembre 2013, dans cette démarche de préfiguration. Pour ce faire, ont été recrutés une assistante chargée de mission et un consultant salarié afin de mener à bien ces différents travaux :

#### Portraits de quartier :

- collecte d'informations,
- entretiens,
- observations,
- Ateliers
- Production de supports du travail collectif
- Formalisations,...

#### Orientations et priorités

- productions de support travail collectif
- animation groupes de travail
- mobilisation des partenaires : identification du droit commun,...
- Séminaires par groupe d'acteur
- formalisation,...

#### Pilotage de la préfiguration

- Comité stratégique avec tous les partenaire, comité de pilotage ville, comité de pilotage restreint, ville-Etat,
- contact avec l'Etat national et la cellule de suivi,..
- cadrage financier, PO, CPER,...
- entretien et appui services, élus des collectivités, Etat...

#### Pilotage et ingénierie du contrat

- groupes de travail,
- formalisation de documents,
- animation de groupes de travail sur le pilotage,
- identification du financement

#### Les actions « classiques » de qualification, informations, appui

En dehors des actions de fond et des accompagnements de la réforme et de la préfiguration, le Centre de ressources a également mis en place des actions « classiques » : de qualification, d'information et d'appui avec notamment :

- une veille et diffusion en continu sur les mesures issues de la réforme
- un cycle de qualification sur les éco quartiers, quartiers durables : dont 4 ateliers de qualification en partenariat avec la DEAL
- le groupe d'appui au PRE (Programme de Réussite de Educative) de Fort de France
- une Journée de formation action sur : Elaborer et conduire une politique communale de jeunesse

- des rencontres débat sur le campus : sur la jeunesse et sur les nouvelles approches urbanistiques en Martinique initiées à partir de 1983 à aujourd'hui
- Appui et propositions de démarche pour la Jeunesse à l'échelle régionale : forum, Bilan-évaluation des actions jeunesse du Conseil Régional (emploi, insertion, formation, coopération, université, loisirs, sports, santé, culture, ...)
- un atelier d'échanges de pratiques sur les ACI (Atelier Chantier Insertion) comme levier du développement local avec l'ADEICEM et la CACEM
- la formulation d'un cahier des charges pour le diagnostic territorial de cohésion sociale de la CACEM en lien avec la Politique de la ville
- la formulation d'un cahier des charges pour un Diagnostic Local de Sécurité à Sainte Anne
- l'appui à l'élaboration de la stratégie de prévention de la délinquance à Schœlcher et la mise à disposition d'éléments complémentaires pour des actions FIPD (Fond Interministériel pour la Prévention de la Délinquance)
- l'animation de 2 rencontres en Cellule de Veille sur le Nord caraïbe
- l'accompagnement de l'action de Plateforme contre le décrochage de l'Association CAID
- l'appui à la mise en place d'un projet de médiation scolaire (10 médiateurs scolaires) : expérimentation nationale en partenariat avec France Médiation, l'ADAF AE, le Conseil Régional, les CUCS et l'Etat (emplois d'avenir).

*Par ailleurs, le Centre de ressources Ville caraïbe a organisé pour la première fois une rencontre de réseau des Directeurs de centre de ressources en Martinique.*

## Tableau de présentation de quelques actions 2013 significatives

1. La réforme de la Politique de la ville et la concertation		
<p><b>Groupe de travail de professionnels politique de la Ville : contribution.</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 rencontres en groupes de travail échanges email : participation des directeurs de GIP, coordonnatrices du CUCS, Délégués du Préfet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Production d'une contribution des professionnels :               <ul style="list-style-type: none"> <li>○ état des lieux</li> <li>○ propositions</li> </ul> </li> </ul> <p>Téléchargez ici : <a href="#">la contribution Martinique</a></p>
<p><b>Atelier de concertation régionale</b> 11 janvier 2013 à Madiana</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Un atelier de plus de 90 acteurs :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ co présidé par le Préfet et le Président du Conseil Régional, rapporteur parlementaire...</li> <li>○ 40 professionnels des Villes : Schœlcher, Fort de France, Lamentin, Saint Joseph, Prêcheur, Sainte Marie, Trinité, Marin, Gros Morne, Lorrain,...</li> <li>○ une dizaine de professionnels des services de l'Etat : DJSCS, Préfecture, DEAL, Rectorat,...</li> <li>○ une vingtaine de représentants d'associations politique de la ville</li> <li>○ une dizaine d'élus : Maire de Schœlcher, FDF, député, Président du Conseil régional,....</li> <li>○ Rencontre à Paris en Février de plusieurs présidents de centre de ressources dont celui de Ville caraïbe et le Ministre</li> <li>○ Préparation et participation visite du Ministre en Martinique</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Présentation d'éléments d'état des lieux de la politique de la ville (Ville caraïbe)               <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Echanges</li> </ul> </li> <li>○ Table ronde avec les professionnels               <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Echanges</li> </ul> </li> <li>○ Présentation d'éléments de diagnostic de territoires (COMPAS)               <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Echanges</li> </ul> </li> <li>○ Présentation d'orientations               <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Echanges</li> </ul> </li> </ul> <p>Téléchargez ici : <a href="#">page internet de l'Atelier régional de concertation sur la Réforme (janvier 2013)</a></p>
<p><b>Table ronde des acteurs de la Politique de la ville en Outremer</b> 13 Février 2013 à Paris</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Participation avec une délégation de Martinique</li> <li>○ Prise en compte des orientations dans le cadre du CIV</li> </ul>	<p>Téléchargez ici : <a href="#">la synthèse de la table ronde</a> Téléchargez ici : <a href="#">Décisions Comité Interministériel des Villes (Février 2013 page 73 du rapport)</a></p>

<p><b>Participation à des groupes de travail au national et au local</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Géographie prioritaire</li> <li>○ Gouvernance et ingénierie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Prise en compte des spécificités Outremer dans la méthode de détermination des territoires prioritaires</li> <li>○ Renforcement de l'ingénierie</li> <li>○ Renforcement de l'appui des Centres de ressources en Outremer</li> <li>○ Informations des acteurs locaux</li> </ul>
<p><b>Journées de qualification et d'échanges de pratiques Antilles-Guyane</b></p> <p><i>10 au 13 juin au CIS</i></p> <p><i>Rencontre réseau des directeurs</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ <b>2 journées d'échanges de pratiques</b></li> <li>○ <b>partenariat CNFPT</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation par les Directeurs de Centre de ressources ayant participé aux travaux de la réforme des enjeux et des avancées de la réforme</li> <li>- Echanges sur les constats et éléments d'état des lieux des pratiques Antilles Guyane</li> <li>-Présentations d'expériences : GUP, Fonds européens, projet de cohésion sociale et urbaine, Jeunesse...</li> <li>-Visite de quartier et présentation de démarche ascendante à Volga Plage</li> <li>-Echanges de pratiques sur le PRE au CASE du quartier Pelletier organisé avec le GIP DSU du Lamentin.</li> <li>-Présentation du projet urbain de la Ville de Fort de France au GIP par le Directeur</li> </ul> </li> </ul>	<p><b>Pour télécharger : <a href="#">la page internet des journées d'échanges de pratiques</a></b></p> <p>une soixantaine de participants par jour : dont une vingtaine d'extérieur</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 40 agents de collectivités locales</li> <li>✓ une dizaine de représentants d'association</li> <li>✓ une dizaine de représentants Etat</li> <li>✓ une dizaine de Directeurs de Centre de ressources</li> </ul>
<p><b>La préfiguration du contrat de ville de Fort de France</b></p> <p>pour Septembre à décembre 2013</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Fort de France retenu comme site outremer parmi 12 sites nationaux</li> <li>○ Elaboration d'une méthode</li> <li>○ Démarche de coproduction de portraits de quartier</li> <li>○ Animation d'une quarantaine de groupes de travail</li> <li>○ mobilisation d'un Consultant salarié</li> <li>○ recrutement d'une assistante chargé de mission</li> <li>○ Animation de séminaires de travail : services de l'Etat, CACEM, ... sur la mobilisation du droit commun</li> <li>○ Production de documents de travail : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ diaporamas</li> <li>▪ compte rendu</li> <li>▪ notes stratégiques</li> </ul> </li> </ul>	<p><b>Pour télécharger la méthode retenue : <a href="#">la méthode retenue</a></b></p> <p><b>Pour télécharger les enseignements de la préfiguration (1<sup>ère</sup> étape) : <a href="#">document les enseignements 1<sup>ère</sup> étape</a></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Plus de 400 participants (voir document ci-dessus)</li> </ul>

2. Les actions « classiques » du Centre de ressources		
<p><b>cycle de qualification sur les éco quartiers et quartiers durables :</b>  <i>4 ateliers de qualification en partenariat avec la DEAL</i></p>	<p><b>Objectifs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Décloisonner les acteurs de l'aménagement, du développement social, de l'environnement, de la culture,...</li> <li>• Approche intégrée</li> <li>• Identifier les bonnes pratiques et compétences locales</li> <li>• Coproduire un cadre d'intervention et de référence à partir du contexte local</li> <li>• Faire émerger un réseau d'acteurs et de référents</li> </ul> <p><b>4 ateliers</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1<sup>er</sup> Atelier éléments de cadrage sur l'écoquartier, quartiers durables...28 février 2013 à l'AFPA</li> <li>• 2<sup>ème</sup> Atelier : les initiatives locales, le 31 mai 2013 au CNFPT</li> <li>• 3<sup>ème</sup> Atelier l'implication des habitants : impératif des démarches de quartiers durables, 11 octobre 2013 au CROSMa</li> <li>• 4<sup>ème</sup> Atelier : Présentation d'expériences vertueuses, le 4 décembre à la DEAL</li> </ul>	<p><b>Pour aller sur la page internet du cycle de qualification : <a href="#">cliquez ici</a></b></p> <p><b>Publics : plus de 150 participants</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Une centaine d'agents des collectivités locales (CACEM, Ville de FDF, Lamentin, Schoelcher, Espace Sud, Anse d'Arlet, Sainte Luce, Prêcheur, Saint Joseph, ...)</li> <li>○ une vingtaine d'organismes publics</li> <li>○ une dizaine d'associations</li> <li>○ une vingtaine de représentants services de l'Etat (DEAL, DJSCS, Préf,...)</li> <li>○ Quelques représentants d'entreprises, bureaux d'études...</li> </ul>
<p><b>Groupe d'appui au PRE de FDF</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Réunions d'appui au PRE <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ coordinatrice</li> <li>▪ Directrice CDE</li> <li>▪ Coordinatrice CUCS</li> <li>▪ Délégué du Préfet</li> <li>▪ Consultant à distance</li> <li>▪ Echanges avec Coordinatrice</li> </ul> </li> </ul>	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Cadre de fonctionnement</li> <li>○ Eléments de suivi</li> <li>○ Appui méthodologique</li> <li>○ participation aux COFIL et COTECH</li> <li>○ Animation d'un Séminaire sur les situations par rapport aux réponses...</li> </ul>	
<p><b>Formation action sur l'élaboration d'une politique locale de jeunesse</b> 19 avril 2013, CIS partenariat CNFPT</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ intervenant d'un Consultant</li> <li>○ Partenariat CNFPT</li> <li>○ mise en débat des expériences des collectivités et de leur perception de la jeunesse,</li> <li>○ comprendre la démarche d'élaboration d'une politique communale de jeunesse <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ éléments de cadrage,</li> <li>▪ pilotage du diagnostic,</li> <li>▪ sens de l'action,</li> <li>▪ pistes d'orientations, etc.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ une cinquantaine de participants <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 30 de collectivités (FDF, Lamentin, Lorrain, Morne Rouge, Ducos, Robert, CACEM, Gros Morne, ...)</li> <li>▪ 10 services de l'Etat et organismes (Mission locale,...)</li> <li>▪ 10 associatifs</li> </ul> </li> </ul> <p><b>Pour accéder à la page internet contenant les diaporamas et documents ressources : <a href="#">cliquez ici</a></b></p>
<p><b>Rencontres débat en partenariat avec la B.U</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ sur les politiques de jeunesse (13 juin BU)</li> <li>▪ sur « l'émergence d'une nouvelle lecture de l'urbain en Martinique » (14 juin BU)</li> </ul>	<p><b>Politiques de jeunesse :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Présentation d'une expérimentation Guyanaise</li> <li>▪ Expériences de Bretagne</li> <li>▪ Echanges</li> <li>▪ Intervenants : Directeurs de Centre de ressources</li> </ul> <p><b>L'Emergence d'une nouvelle lecture de l'urbain :</b> entretien avec P. CHAMOISEAU De 1983 Texaco au Grand Saint Pierre : l'urbain en Martinique</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <a href="#">Cliquez ici</a> pour la vidéo de la rencontre débat sur les politiques de jeunesse</li> <li>▪ participation d'une trentaine de personnes</li> <li>▪ <a href="#">Cliquez ici</a> pour la vidéo de la rencontre débat avec P. Chamoiseau</li> <li>▪ Participation d'une soixantaine de personnes</li> </ul>
<p><b>Atelier 4 du cycle de qualification sur l'insertion :</b> les ACI (Atelier Chantier Insertion) comme levier du développement local avec l'ADEICEM et la</p>	<p>Dans la suite du cycle de qualification lancée en début 2012 avec l'ADEICEM, la CACEM :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Cadrage par experte et DIECCT</li> <li>• Présentation d'expériences</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <a href="#">Cliquez ici</a> pour retrouver la page du site internet présentant l'Atelier</li> <li>▪ 64 participants : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 38 agents des collectivités</li> <li>✓ 6 élus</li> </ul> </li> </ul>

CACEM Jeudi 6 juin Hotel Batelière		✓ 10 associations ✓ 10 services de l'Etat
<b>Appui de la cohésion sociale de la CACEM</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formulation d'un cahier des charges sur le diagnostic sur la cohésion sociale</li> <li>Participation à des groupes de travail sur la politique de la ville : repérage des actions politique de la ville, appui,...</li> </ul>	
<b>Appui sur la politique régionale de Jeunesse du Conseil Régional</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Propositions : <ul style="list-style-type: none"> <li>Forums</li> <li>Bilan évaluation des actions en direction de la jeunesse</li> </ul> </li> </ul>	
<b>Appui aux actions de prévention de la délinquance : DLS</b> Schœlcher, Sainte Anne, projets FIPD, Cellule de veille du Nord caraïbe, DLS Sainte Anne, ZSP, ...	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aide aux projets,</li> <li>Appui éléments d'observations</li> <li>Animation espaces d'échanges</li> <li>Formalisation de projets, cahier des charges, réponses, compte rendu</li> <li>élaboration d'outils,</li> </ul>	
<b>Appui à l'expérimentation de CAID sur la plateforme contre le décrochage de jeunes en rupture</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>participation au démarrage</li> <li>appui préparation rendu évaluation</li> </ul> <p>animation Rencontre bilan</p>	
<b>Appui au projet de médiation scolaire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui à France médiation et l'ADAFAE pour la participation à une expérimentation FEJ ( Fond expérimentation jeunesse), pour 10 postes de médiateurs scolaires en contrat emploi d'avenir</li> </ul>	

Par ailleurs, le Centre de ressources a conduit également en 2013, des actions :

**D'information, de production, de documentation et de mise à disposition d'éléments à la demande**

-Accueil et information, appui de chefs de projets, élus, responsables d'associations, étudiants, chercheurs,...

-Formalisation de comptes rendus et de documents de travail : GUP, ASV, PRE...

-Animation du site internet avec de nouvelles fonctionnalités, de nouvelles pages et des accès réservés sur certaines pages, un renvoi au journal *facebook*, etc...

-Mise en place d'un référencement électronique des documents et d'une

-Production de 3 newsletters électroniques et support papier.

base de données via le site internet.

-Envoi de documents et d'informations à la demande

-Achat de nouveaux documents papiers (revues, livres de méthodologies d'action,...)

**De participation à des groupes de travail et réseaux**

-Participation à des groupes de travail (CUCS, PDRU, CLSPD, ZSP, Cellule de veille...)

-Appui au déplacement et la qualification

-Appui à des prises de postes

-Participation à 2 rencontres du Réseau national des Centres de ressources

-Participation au Conseil d'administration de Question de Ville, rencontre du SGCIV et de consultants

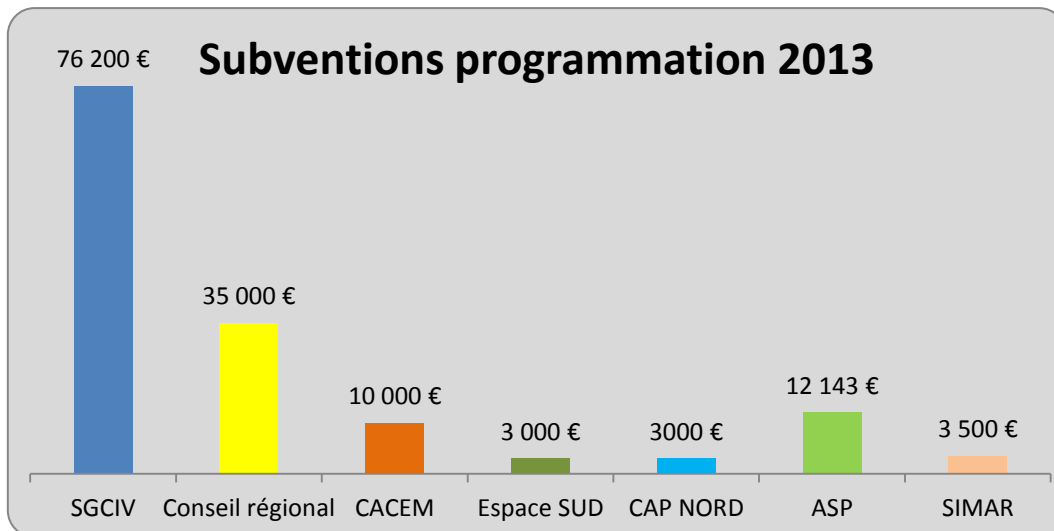
-Préparation de la concertation dans le cadre de la réforme

-organisation pour la première fois d'une rencontre de réseau en Martinique

-Contribution et informations par acteur...

### 3. Quelques chiffres en 2013

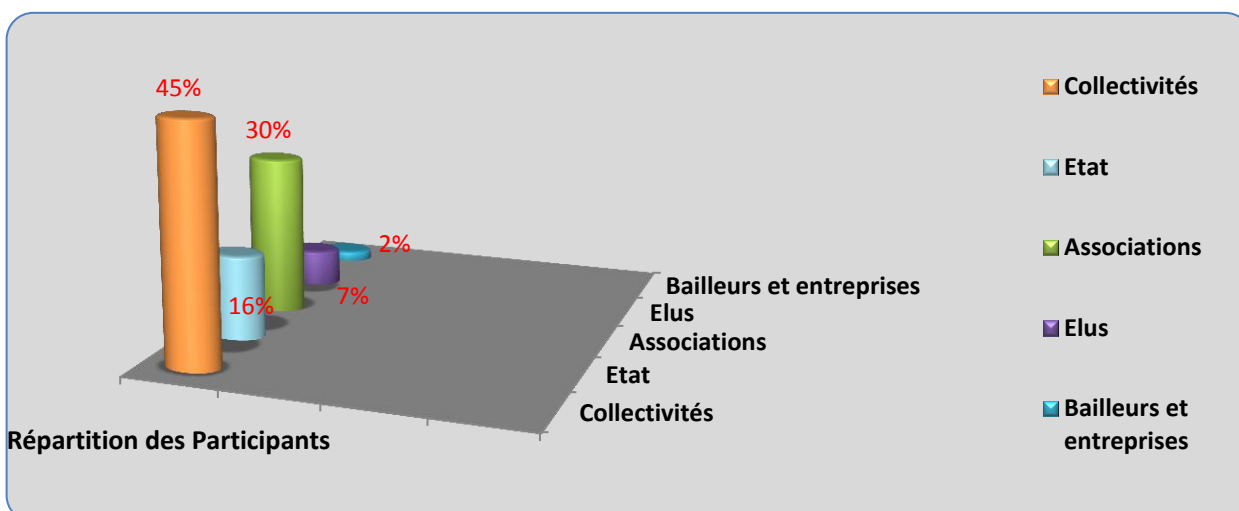
**Les subventions accordées pour 2013**



**3. Indicateurs 2013 de performance**

Les indicateurs de performance permettent de se rendre compte de la répartition des participants entre les actions collectives et de leur qualité ainsi que de leur répartition territoriale. Ils permettent aussi, à partir d'outils de recensement (questionnaires lors des actions ou sur l'action globale sur le site internet), d'apprécier la satisfaction des participants par rapport aux actions portées, de même que de quantifier les publications et outils élaborés par Ville caraïbe en 2013. Par ailleurs, ce rapport d'activités s'efforce, à partir des actions et également des échanges au sein des instances de gouvernance, d'apprécier plus qualitativement l'impact de Ville caraïbe. *(En fin de document des éléments de Bilan sont proposés, de même une grille évaluative est remplie annuellement dans le cadre du cadre de référence nationale avec des éléments quantitatifs et qualitatifs)*

▪ **Indicateurs quantitatifs**



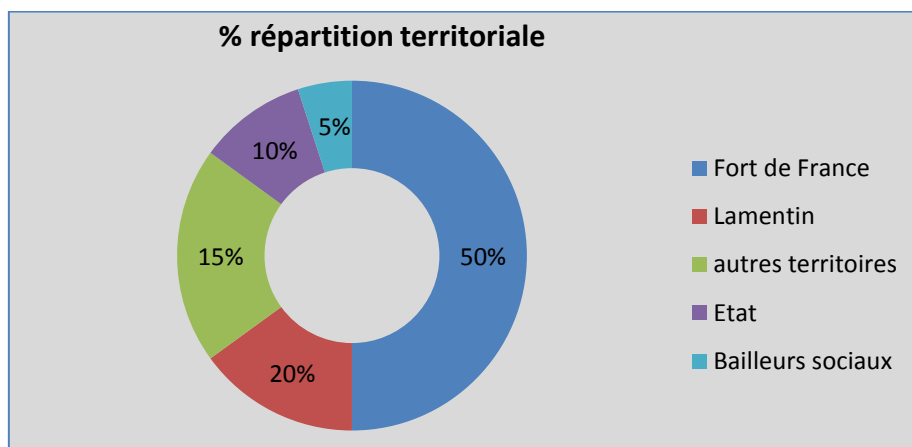


- **Participations aux actions collectives mises en œuvre par Ville caraïbe en 2013 : plus de 854 personnes recensées** (2). Les chefs de projets et acteurs de la politique de la ville de Fort de France, du Lamentin, du Centre étant les plus concernés. Il s'agit de l'année d'exercice où il y a eu le plus d'acteurs mobilisés.

---

<sup>2</sup> A partir des feuilles d'émergence des actions collectives portées par le Centre de ressources en 2013.

- **Les actions mobilisant le plus d'acteurs sont :**
  - la préfiguration : plus de 450 acteurs
  - l'atelier de concertation sur la Réforme : 90 acteurs,
  - l'atelier insertion : plus de 65 acteurs,
  - les journées d'échanges de pratiques antilles guyane sur la réforme : 55 acteurs par journée,
  - la formation action Politique de Jeunesse : 52 acteurs
  - les ateliers de qualification sur les écoquartiers : 4 ateliers avec en moyenne une quarantaine d'acteurs soit 150 acteurs participants.
  - Les actions de prévention de la délinquance : plus de 40 participants
  
- **Le nombre des responsables et membres d'associations est 30% des participants** dont 60 % provenant de Fort de France, 10 % du Lamentin et 30 % des autres territoires.
  
- ✓ **Le nombre d'agents et élus des collectivités est de 45 % des participants sur l'année**  
**Les élus représentent moins de 7 %** des représentants de collectivités territoriales participants à nos travaux. Cependant, dans le cadre de groupe de travail plus restreint ils ont participé plus activement que les années précédentes.
- ✓ **Le pourcentage d'agents de l'Etat est de 16%.** (Sous-préfets, Délégués du Préfet, Chargés de mission, DJSCS, DEAL, ARS, Sous-préfecture, Police, Gendarmerie, Education nationale et autres)
  
- ✓ **les bailleurs sociaux et entreprises est de 2% (avec un engagement bien plus important en 2014)**



→ voir en annexe les tableaux de participants

- **Pourcentage en moyenne de satisfaction<sup>3</sup>** sur les actions collectives : approximativement 70 % des participants ont estimé qu'elles répondaient à leurs attentes.

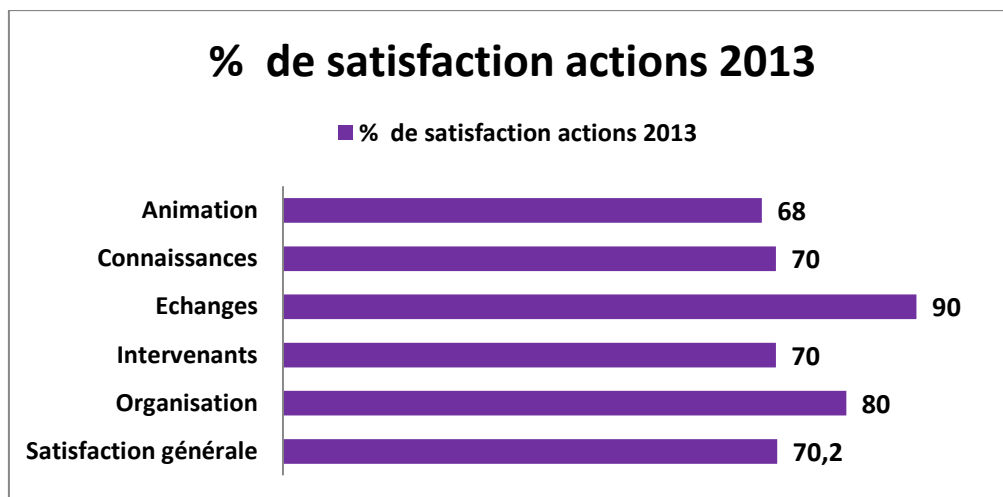
80% des participants sont satisfaits de l'organisation des actions collectives

70% des participants sont satisfaits de la prestation des intervenants

90% de la qualité des échanges

70% des connaissances apportées

63% de l'animation des échanges



Pour information : un questionnaire électronique et sur internet est en cours de diffusion.

**Démocratie interne :** En 2013, il y a eu 1 réunion du Bureau, 3 Conseils d'administration et 3 Assemblée Générale. Les membres des différentes Instances sont présents à plus de 80%.

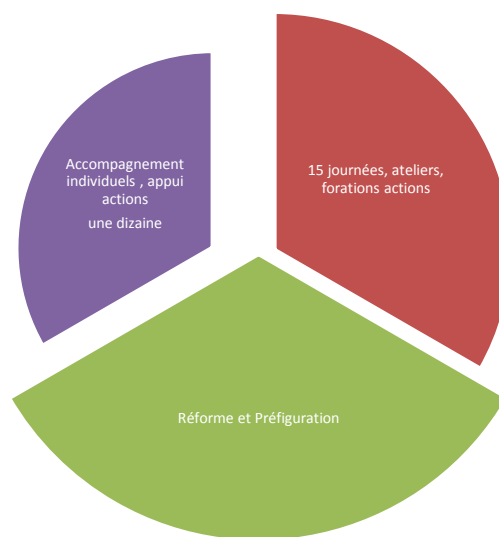
**NOTE :** Les agents des Institutions et organismes travaillant avec le Centre de ressources sont intégrés dans l'élaboration et la mise en œuvre des actions collectives portées. Le travail est collectif, car les premiers publics, c'est-à-dire les chefs de projets DSU sont ceux aussi qui sont bien souvent à l'origine de la décision d'actions, étant membres du Conseil d'administration ou du Bureau. Ils valident donc les orientations des actions et parfois même les conditions de réalisation. Par ailleurs, au-delà de la programmation le Centre de ressources adapte ces actions en fonction des besoins et demandes du réseau des acteurs et par compétences si nécessaire (CUCS, Prévention, Réussite éducative, Rénovation Urbaine).

<sup>3</sup> A partir de 30 questionnaires proposés en fin de formations action en 2013

▪ **Accompagnements et qualification en 2013**

**Nombre d'actions collectives :**

- **Réforme et Préfiguration :**  
**40 groupes de travail, 5 comités de pilotage, 6 rencontres par acteur,...**
- **15 journées de qualifications, ateliers, formations actions**
- **10 accompagnements et groupes de travail.**



- **Nombre d'accompagnement individuel d'association et de chefs de projets :** une quinzaine (Chefs de projets CUCS, CLS, CLSPD, Réussite éducative, Associations diverses,...)
- **Nombre de participation à des groupes de travail ou Instances :** une vingtaine (Plateforme CAID, PADM, projets de médiation scolaire, groupe Réforme Politique de la ville DOM,...)
- **Nombre de visites sur le site internet en 2013 :** 21627 pages visitées, 473 visiteurs mensuels.
- **Nombre de demandes de documentation (par mail, ou ouvrage empruntés) de :** 75

## 6. Bilan et Observations pour l'Année 2013

### Les + ☺

- Un renforcement du positionnement du Centre de ressources comme acteur pivot de la politique de la ville dans le cadre de la Réforme et de la préfiguration
- Bonne connaissance du Centre de ressources par les acteurs de la politique de la ville, et adhésion constante aux travaux de qualification/ information/ documentation/ fonctionnement/ accompagnement.
- 70,2 % des participants aux actions collectives sont satisfaits ou les autres ne se prononcent pas (en léger recul par rapport à 2010).
- Effectivité des actions par rapport aux orientations 2013 fixés par le C.A et une appropriation progressive des outils et éléments de méthodes proposés.
- Mise en place pluri annualité des financements (cadre de référence SGCIV)
- Evolution de la liste des membres des Collèges du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale
- Organisation pour la première fois d'une rencontre du réseau des directeurs de centre de ressources en Martinique
- Mise en place de nouveaux partenariats (Conseil Régional/ SIMAR/IRDSU/Question de ville/)
- Un partenariat intense avec le CNFPT avec la prise en charge pour moitié des intervenants de certaines actions et un bilan très positif sur 3 années depuis 2008 avec un renouvellement de la convention en 2012.

- Une participation aux travaux régionaux sur le PADM et une participation financière accrue de la Région dans les actions du Centre de ressources
- Des demandes de prestations au Centre de ressources plus importante et provenant d'acteurs différents
- Renforcement progressif de « la méthodologie de projet dans les Institutions »
- Implications de personnes ressources et de stagiaires
- Développement du site Internet et de publications

### Les – ☹

- Importance des temps d'accompagnement au détriment des actions de qualification et capitalisation
- Diminution du nombre de Bureaux mais augmentation du nombre de Conseil d'administration
- Difficulté du positionnement sur l'accompagnement des associations et difficultés des associations de proximité dans l'ingénierie de projet
- Déficit de chefs de projets « politique de la ville » et de pilotage...
- Lourdeur administrative qui contrarie la mise en place de projets à tous niveaux
- Logique de guichet prime encore sur la logique de projet et pas de mobilisation du droit commun mais au contraire logique de substitution
- (Résistances au changement : transversalité et « bottom up »)



## Perspectives 2014

### Orientations du Programme d'actions 2014 :

- 1. Accompagnement de la géographie prioritaire et des territoires cumulant les problématiques de dégradation sociale et urbaine**
  - Accompagnement de la Préfiguration du Contrat de ville de Fort de France
  - Accompagnement des Communes pour l'élaboration du Contrat de ville
  - Séminaires et cycles de qualification des acteurs de la Politique de la Ville en Martinique : Réforme et préparation contrats de ville
  
- 2. Qualification collective sur des entrées prioritaires qui concernent les territoires cumulant les problématiques de dégradation sociale et urbaine de Martinique (géographie prioritaire de l'Etat et autres territoires prioritaires des Collectivités)**
  - Les rassemblements de jeunes dans l'espace public
  - Le décrochage éducatif et social et la Parentalité
  - Le développement économique et la création d'emploi sur les quartiers cumulant des problématiques de dégradation sociale et urbaine
  - Atelier d'échanges de pratiques Adultes relais dans le cadre du Plan de Professionnalisation
  - La prévention de la délinquance et la sécurité
  - L'approche intégrée des projets urbains (du quartier à la Ville)/ la qualité urbaine
  - Travail de qualification et d'appui spécifique aux bailleurs sociaux
  - Groupe de travail sur l'implication des habitants dans les nouveaux contrats de ville
  - Bokantaj K 'fét - Café débat
  - Rencontre Réseau CRPV

